



Paris, le 21 novembre 2008

Le 28 novembre, grève nationale pour la défense de notre pouvoir d'achat !

Face à l'attitude provocatrice de la CNCE et des patrons de Caisses, seule une réaction massive des salariés sera de nature à obliger les dirigeants du Groupe à ouvrir une véritable négociation sur l'augmentation générale des salaires !

Tous les salariés sont directement concernés : ceux qui n'ont eu que les augmentations générales comme ceux qui ont eu des promotions ou de l'avancement.

En effet, la promotion ou l'avancement dans l'emploi reconnaissent des prises de responsabilités supplémentaires ou l'expérience et la compétence. Il n'est donc pas acceptable de prendre en compte les augmentations liées aux promotions ou à l'avancement pour compenser la perte du pouvoir d'achat, cela n'est pas leur objet !

Aujourd'hui, la coupe est pleine :

- ☞ baisse continue du pouvoir d'achat,
- ☞ conditions de travail de plus en plus difficiles voire exécrables,
- ☞ menace de milliers de suppressions d'emplois, etc...

**Les 7 organisations syndicales se sont unies au plan national,
pour apporter une nécessaire riposte.**

**Il est indispensable que tous les salariés du groupe
des Caisses d'épargne soient également unis :**

- pour revendiquer une augmentation générale des salaires de 4,5 % avec un minimum de 130 € mensuels,
- pour manifester leur désaveu de la politique de nos dirigeants,

**par une première journée de mobilisation, en cessant le travail
le 28 novembre 2008.**

Toute menace ou tentative d'intimidation qui pourrait être faite à votre rencontre afin de vous dissuader de faire grève constitue un délit pénal passible de la correctionnelle.

Si vous étiez amenés à subir des pressions de cette nature, ne restez pas isolés, informez immédiatement vos représentants de ces pratiques inadmissibles.

Ensemble, il est possible de résister et de faire échec aux pressions qui nous étouffent...